

*Questions orales***LA VIOLENCE DANS LES LOCALITÉS**

M. Harbance Singh Dhaliwal (Vancouver-Sud): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour attirer l'attention de la Chambre sur un incident qui a profondément choqué et attristé les habitants de ma circonscription.

Samedi dernier, Vancouver-Sud a été la scène d'une déplorable tragédie. Alors qu'il promenait son chien dans une rue de ma circonscription, un spectateur innocent, M. Glen Olsen, a été abattu d'un coup de feu.

C'est avec profond chagrin que j'offre mes condoléances les plus sincères à la famille et aux amis de M. Olsen. Je tiens à ce qu'ils sachent que l'horreur d'un tel geste n'est pas passée inaperçue.

Je me suis entretenu avec les forces de police de Vancouver et je suis fermement convaincu qu'elles font tout ce qui est en leur pouvoir pour traduire les responsables en justice.

En tant que député fédéral de ma communauté, j'aimerais qu'ils sachent que, de mon côté, je ferai tout ce que je peux pour que ce genre de tragédie ne se reproduise pas chez nous. À cette fin, je vais continuer à faire campagne en faveur d'un contrôle plus strict des armes à feu et pour l'adoption de mesures de prévention criminelle plus efficaces.

Au nom des victimes, j'implore tous les députés de la Chambre d'appuyer les initiatives visant à rendre nos rues et nos localités plus sûres.

* * *

LA TAXE SUR LES CIGARETTES

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, au cours du débat sur la réduction des taxes sur les cigarettes, notre parti s'est opposé en faisant valoir plusieurs bons arguments.

Selon Statistique Canada, cette baisse allait encourager l'habitude de fumer chez les jeunes ainsi que chez les Canadiens en général, entraînant une hausse des coûts de la santé.

Aujourd'hui, nous constatons que la production totale de cigarettes au Canada a atteint 5,8 milliards en mars, ce qui représente le sommet des huit dernières années. La politique gouvernementale visant à réduire les taxes sur les cigarettes va évidemment faire grimper le coût des soins, puisque la santé des Canadiens sera encore plus compromise.

J'invite la ministre de la Santé à prendre la défense de la santé des Canadiens, à lutter en leur nom et à combattre la politique de son gouvernement qui ne fait qu'encourager les Canadiens à fumer et à compromettre leur santé.

* * *

● (1415)

L'INFRASTRUCTURE

M. John Duncan (North Island—Powell River): Monsieur le Président, le gouvernement fédéral a décidé d'engager 11,9 millions de dollars pour construire son propre complexe de

bureaux à Sault-Sainte-Marie. L'immeuble de deux étages en briques et en verre, d'une superficie de 120 000 pieds carrés, abritera les bureaux du Centre d'emploi du Canada, du Programme de la sécurité du revenu, de Revenu Canada, de Santé Canada, de Travaux publics et Services gouvernementaux, ainsi que de la GRC.

Les gestionnaires immobiliers locaux sont scandalisés par ce projet inutile qui relève du favoritisme. Dernièrement, une étude a fait état d'un taux d'inoccupation de plus de 20 p. 100 dans les principaux immeubles du centre-ville. La construction d'un nouvel immeuble fédéral ne fera donc qu'augmenter le taux d'inoccupation existant.

Le gouvernement n'a-t-il pas de meilleurs moyens de remettre les gens au travail que d'investir de l'argent dans la construction d'installations inutiles faisant concurrence au secteur public?

QUESTIONS ORALES*[Français]***LE TRAIN À GRANDE VITESSE**

L'hon. Lucien Bouchard (chef de l'opposition): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Hier, devant la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, le président de VIA Rail a rendu publique la proposition de son organisme pour la construction d'un TGV dans le corridor Québec—Windsor. VIA Rail propose que la contribution financière du gouvernement fédéral soit assurée à même une partie de la subvention qu'il verse chaque année à VIA Rail, de sorte que le gouvernement pourrait construire le TGV sans aucun impact budgétaire pour Ottawa.

Le premier ministre peut-il nous indiquer si le gouvernement accueille avec intérêt la proposition de VIA Rail, qui a le mérite de n'exiger du fédéral aucun effort budgétaire additionnel?

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre): Monsieur le Président, nous avons un intérêt dans ce projet, nous l'avons indiqué. Nous avons dit que si on peut le faire sans des coûts importants pour le fédéral, nous en serons heureux. Seulement, s'il y a une proposition qui est plus acceptable en ce moment, je suis sûr que le gouvernement l'étudiera avec beaucoup d'intérêt. Ce que je trouve intéressant, c'est que ce sera difficile pour un train rapide entre Montréal et Toronto d'être obligé d'arrêter aux frontières du Québec pour être inspecté, après que le chef de l'opposition aura eu son indépendance.

L'hon. Lucien Bouchard (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je posais une question sérieuse à un homme que je croyais sérieux et qui a répondu d'une façon farfelue.

Le projet de TGV a été étudié depuis de très nombreuses années; cela fait au moins trois ans que les gouvernements l'étudient. Je me demande pourquoi le premier ministre hésite tant à annoncer son soutien au projet TGV, alors qu'il s'agit d'un projet moteur qui créera des milliers d'emplois durables et qui,